

Monsieur le président du conseil d'administration et président directeur de l'INRA, Madame la directrice générale déléguée aux affaires scientifiques, Monsieur le directeur général délégué à l'appui à la recherche, Madame la directrice des affaires juridiques.

La CGT INRA a relayé, le 12 décembre, l'appel à la grève déposé par l'UFSE-CGT et la FERCCGT. Ces organisations syndicales de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, exigent : l'augmentation générale des salaires, la défense des services publics, l'abrogation du dispositif Parcoursup et de la loi ORE, l'abrogation des réformes du lycée, l'annulation de la hausse des frais d'inscription pour les étrangers hors UE.

**Etant grévistes nous ne pouvons pas siéger et nous ne donnons pas nos pouvoirs.**

Concernant les points soumis à délibération, voici ce que nous aurions voté et pourquoi.

4 - BR3 2018. **nous nous serions abstenus.**

Il ne s'agit que d'une opération technique qui n'amène pas de prise de position.

Le 11 décembre le gouvernement a annoncé des primes de Noël : combien cela fera pour les agents INRA ? l'Etat peut difficilement demander aux entreprises de faire quelque chose sans montrer l'exemple non ?

5 - BI 2019. **Nous aurions voté contre.**

Nous constatons une nouvelle fois, une baisse des effectifs d'ITA de 1% et une augmentation des effectifs de non titulaires sur emplois pérennes de 5% ce qui conduit à une baisse totale des effectifs de 42 postes.

On continue une politique de réduction des emplois pérennes et des titulaires. C'est une politique qui conduit les personnels à effectuer des tâches pour lesquelles ils ne sont pas formés et à externaliser des missions normalement assurées par les agents. Où est la politique de l'emploi promise par le gouvernement ?

6. Demande d'admission en non-valeur de créances : **nous nous serions abstenus.**

7. Marché de réalisation de prestations de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage AMOE: **nous aurions voté contre.**

En effet, la mise en place AMOE AMOA et TMA sont des préconisations du rapport d'expertise GéFi et il ressort des débats en CCHSCT qu'il ne faut pas faire l'économie de ces postes. Cependant, le rapport ne dit pas qu'il faut aller chercher une expertise extérieure. Il nous semble antinomique de donner ce rôle à un prestataire extérieur : ce sont des postes destinés à faire le lien entre les utilisateurs et les développeurs des outils ou à mettre en adéquation avec les besoins de l'INRA. Nous sommes persuadés que des agents INRA seront davantage aptes à répondre à ces missions et se sentiront davantage impliqués que ne le seraient des prestataires extérieurs.

8. Cessions immobilières à Guyancourt : **nous aurions voté contre.**

Nous ne pouvons pas approuver une réduction du nombre de logements de service en île de France alors que, pour les bas salaires, il est impossible de se loger. Le compte n'y est pas : il est prévu la construction de 6 logements alors qu'il y a 8 agents INRA à reloger. Tout cela parce que l'Institut n'a pas mis les moyens nécessaires pour l'entretien et l'amélioration de ces logements. La vente de ces logements et de ces terrains va générer de l'argent pour l'opération Saclay et vous allez spolier les agents de leurs droits. Tout laisse à penser que ce type de vente se multipliera dans un avenir proche au détriment des agents et de l'INRA.

**9. PEDR : nous aurions voté contre.**

En effet, comme l'a exprimé l'ensemble des OS qui ont voté contre cette mesure au CT du 11 décembre 2018, nous considérons qu'une prime individuelle n'est pas compatible avec le travail d'équipe qu'exige la recherche scientifique.

Cordialement et bon CA !

Les élus représentants du personnel CGT-INRA au CA : Pascale Maillard et Eric Latrille

Le 13/12/2018